ment s'adresser à n'importe qui), n'a pas le pouvoir requis pour les absoudre de tel ou tel cas, ils ne songeront pas un instant à recommencer leur confession auprès d'un prêtre délégué pour l'absolution des cas réservés ; le confesseur ne le leur proposera même pas, mais il s'empressera d'offrir ses services ; il demandera le pouvoir d'absoudre, qui lui sera accordé sans la moindre difficulté, il fera revenir son pénitent, et lui donnera l'absolution : ainsi tout se réduira, le plus souvent du moins, à une démarche de la part du confesseur.

Cette méthode n'est pas très correcte et offre certains inconvénients, que ne compense aucun avantage. C'est un léger inconvénient, bien souvent signalé, que le seul qui ait à pâtir de la réservation soit le confesseur. Mais le principal inconvénient de cette méthode consiste en ce que la réservation n'a plus pour effet de soumettre le cas réservé au jugement du supérieur, alors que telle est sa raison d'être ; mais ce n'est plus guère qu'une complication inutile, gênante, parfois même nuisible, comme l'affirmait dès la première ligne l'instruction du Saint-Office, du 13 juillet 1916.

II) Tous ceux qui de droit commun peuvent donner la juridiction pour entendre les confessions et porter des censures, excepté le Vicaire-capitulaire et le Vicaire général à moins d'un mandat spécial, ont le pouvoir de se réserver des cas. (Canon 893, parag. 1.) Par conséquent, le Souverain Pontife dans toute l'Église, les Évêques et les Vicaires ou Préfets apostoliques dans leur territoire, les Supérieurs généraux dans les communautés de prêtres, et les abbés des monastères indépendants (canon 896) peuvent limiter la juridiction qu'ils donnent, en se réservant des cas qui doivent être soumis à leur tribunal.

Ces cas réservés sont ou des péchés ou des censures. Nous exposerons ce qui concerne les péchés réservés, puis nous parlerons des censures réservées.

A) *Péchés réservés.* — 1°) Il n'y a qu'un seul péché, qui, sans être frappé de censure, est réservé au Souverain Pontife : c'est la dénonciation judiciaire où est imputé calomnieusement le crime de sollicitation à un prêtre innocent. (Canon 894.)

2°) L'Évêque a) doit s'abstenir de se réserver des cas qui sont déjà réservés au Souverain Pontife, et régulièrement il ne doit pas se réserver des cas qui sont frappés de censure même non réservée. (Canon 898.)

b) Comme la réservation ne se comprend que comme un moyen d'écartier des obstacles qui ne s'opposent pas de façon accoutumée au bien des âmes, c'est donc un remède extraordinaire. Aussi, avant de l'employer, l'Évêque doit se faire une conviction motivée de sa nécessité ou utilité. Pour cela, il devra